



Elections municipales

2014

Les enjeux

Les élections municipales en Seine-Saint-Denis, la peau de chagrin des communismes municipaux

N°7

Mars 2014

Henri Rey

Directeur de recherche FNSP

www.cevipof.com



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

Centre de recherches politiques



N°7
Mars 2014

Henri Rey
Directeur de recherche FNSP

Les élections municipales en Seine-Saint-Denis, la peau de chagrin des communismes municipaux

Les résultats des prochaines élections municipales en Seine-Saint-Denis seront scrutés, comme chaque fois depuis trente ans, sous l'angle du recul (ou de la fin) du communisme municipal. C'est l'issue de la concurrence que livre le Parti socialiste à un courant communiste très morcelé qui en décidera, sur fond d'abstentionnisme encore plus développé que dans l'ensemble du pays.

À l'approche des élections municipales de mars 2014, trois enjeux paraissent caractériser la situation politique de ce département de l'ancienne banlieue rouge : le maintien de municipalités communistes, l'importance particulière de l'abstention et le devenir des intercommunalités et du département dans la perspective du Grand Paris. Figurant parmi les territoires les plus favorables au FN à la fin des années 1980 (30 listes présentées aux municipales de 1995), il a vu fondre cette influence sous l'effet des divisions internes (scission mégrétiste) et plus encore du renouvellement de la population électorale. Le FN ne présente ainsi que deux listes en 2014.

Longtemps considérée comme un bastion communiste dont le PCF dirigeait alors le conseil général, la Seine-Saint-Denis compte aujourd'hui 9 députés socialistes sur les 12 qu'elle a élus en 2012 et le PS est majoritaire dans la majorité de gauche du conseil général dont il a conquis la présidence, avec Claude Bartolone, en 2008. Parmi les 40 communes du département, 12 sont socialistes, 10 au Front de gauche, 3 à EELV et, à droite, 10 UMP et 5 UDI. La gauche est donc plus

influyente, et la Seine-Saint-Denis figure en tête des départements français pour le vote de gauche aux présidentielles de 2007 et de 2012 mais la droite dispose, en particulier à l'Est du département, d'un ancrage solide dans un ensemble de communes. Formé de la réunion de 24 communes de l'ancien département de la Seine et de 16 communes venues de la Seine-et-Oise lors de la création des nouveaux départements de la région Île-de-France, le « 93 » est, malgré ses contrastes, un département réputé, comme l'un des plus pauvres du pays et perçu à travers ses grandes emprises industrielles à l'arrêt, en friches ou reconverties, ses cités de grands ensembles d'où partent parfois de spectaculaires émeutes comme en 2005 à Clichy-sous-Bois et par l'importance des immigrés et des étrangers dans sa population.

Une nouvelle érosion du domaine municipal communiste

Chaque consultation électorale, en particulier municipale, voit revenir la même question. Est-ce la fin du communisme municipal, est-ce la fin des banlieues rouges ? Depuis trente ans, la rétraction du domaine municipal

communiste est observée, plus sous la forme de grignotages successifs que dans la brutalité d'une vague de fond. Longtemps les positions de pouvoir local d'un parti, dont l'audience dans les élections nationales s'était considérablement marginalisée, ont pu être préservées dans le cadre d'une alliance avec le Parti socialiste. Cette période a commencé à s'achever avec les élections municipales précédentes et surtout avec la conquête de la présidence du conseil général en 2008. Devancé par la liste communiste du maire sortant à Aubervilliers, le PS a maintenu la sienne au second tour et s'est fait élire en rompant avec la tradition de désistement dit républicain. Dans la plus grande commune du département, Montreuil, les écologistes alliés aux socialistes ont procédé de la même manière et battu le maire communiste sortant, très contesté, qui était arrivé en tête. L'éviction systématique des communistes partout où cela paraît possible est une stratégie attribuée à Claude Bartolone, le principal dirigeant socialiste du département. Le président de l'Assemblée nationale a conquis pas à pas le leadership à gauche dans ces anciennes terres communistes où n'existaient jadis que de rares enclaves socialistes (Bondy, Épinay-sur-Seine, le Pré-Saint-Gervais, etc.). Les élections municipales des 23 et 30 mars prochains voient le PS tenter la conquête de grandes villes comme Saint-Denis ou Montreuil mais aussi de Saint-Ouen ou Villetaneuse, Tremblay-en-France ou Bagnolet. La moitié des villes détenues à ce jour par le Front de gauche sont ainsi concernées par l'offensive socialiste. Par le Front de gauche et non par le seul Parti communiste, car beaucoup de leurs maires ne sont plus adhérents du PCF mais de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), qui regroupe des communistes dissidents. Ailleurs comme à la Courneuve, à Stains, au Blanc-Mesnil ou à Bobigny, le moment ne paraît pas venu pour le PS d'entrer en compétition ouverte avec les

communistes. De la sorte, les enjeux se resserrent autour des villes situées dans la communauté d'agglomération Plaine commune et en premier lieu autour de Saint-Denis. Porté par sa victoire aux législatives de 2012 sur le président de Plaine commune, Patrick Braouezec, le PS, sous la conduite de Mathieu Hanotin, tente de s'emparer d'une ville autrefois emblématique du communisme municipal, dont les élus rénovateurs, aujourd'hui désaffiliés du PCF, ont réussi à donner une autre image (Stade de France, immeubles de services de la Plaine Saint-Denis) et une autre dynamique, sans rompre avec les traditions de solidarité et d'accueil des populations étrangères. Les grandes transformations de la définition sociale des anciennes villes ouvrières, limitrophes de Paris, avec l'arrivée continue des couches moyennes et supérieures, jouent évidemment leur rôle dans l'affaiblissement des équipes communistes, même rénovatrices. Que de jeunes responsables socialistes, issus du syndicalisme étudiant et du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), sans autre expérience professionnelle que celle des cabinets d'élus, puissent supplanter des hommes d'expérience, présents dans toutes les luttes et impliqués dans les mutations successives de ces territoires, représente un symbole fort. L'impopularité du gouvernement socialiste, la fragilité de certaines candidatures, comme par exemple celle de Razzy Hamadi à Montreuil, pourraient cependant contrarier la tendance, inexorable à terme, d'une relève socialiste et réduire pour cette élection les pertes communistes annoncées. La concurrence que lui livre le PS n'est pas la seule que doit affronter le courant communiste. Les centristes de l'UDI ont réussi à s'implanter solidement à Drancy et plus récemment à Noisy-le-Sec, anciennes villes communistes. Alliés à des militants associatifs issus de l'immigration, ils cherchent à conquérir Bobigny, le chef-lieu du département.

Une abstention très élevée

Depuis 1978, l'abstentionnisme électoral est très élevé en Seine-Saint-Denis. Aux municipales de 2008 (1^{er} tour), il atteignait 47,9 % pour les 35 communes de plus de 9000 habitants contre 36,9 % en France (villes de 3500 habitants et plus) et ce score était largement dépassé dans des communes comme Stains ou Saint-Denis (plus de 56 %). Dans des communes plus résidentielles et aisées comme au Raincy ou à Neuilly-Plaisance, l'abstention était supérieure au niveau national avec 41 % des électeurs inscrits. Les raisons de ce surabstentionnisme sont assez bien connues : présence sur le territoire de nombreux grands ensembles d'habitation, dont la mobilité résidentielle d'une partie des habitants (une autre partie étant assignée à résidence) est importante et fréquente, effet démobilisateur des différences de statut à l'égard de la nationalité et donc du droit de vote à l'intérieur des familles, chômage de masse, représentation tardive et encore insuffisante des minorités (qui, ici, n'en sont pas toujours). Mal inscrits, peu mobilisés, écartés de l'emploi et soumis à une offre de candidatures soit très réduite soit confuse, les électeurs de la Seine-Saint-Denis amplifient la désaffection électorale perceptible dans l'ensemble du pays. Ils ont montré aussi, lors des présidentielles de 2007 et de 2012, leur capacité à se remobiliser quand l'enjeu leur paraît important.

Des intercommunalités qui comptent

L'enjeu des prochaines municipales ne se limite pas à la gestion des villes mais concerne ces grandes structures intercommunales qui ont été mises en place et disposent de moyens importants : Plaine commune qui regroupe 9 communes et plus de 400 000 habitants ou Est ensemble, de taille à peu près équivalente.

Développement économique, politique de la ville, aménagement urbain et vie culturelle sont de leur ressort et la perspective de la création en 2015 de la métropole du Grand Paris, entraînant leur dissolution, est un élément décisif de la bataille municipale, en particulier à Saint-Denis et autour.

Pour aller plus loin :

> FOURCAUT (Annie) (dir.), *Banlieue rouge, 1920-1960 : années Thorez, années Gabin, archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris, Autrement, 1992, 293 p. [ISBN 978-2-86260-384-1]

> GIRAUD (Jacques), *Seine-Saint-Denis, 30 ans : chantiers et mémoires*, Paris, Autrement, 1998, 224 p. [ISBN 978-2-86260-814-3]

> GOUARD (David), *La Banlieue rouge : ceux qui restent et ce qui change*, Bordeaux, Le Bord de l'eau, 2013, 240 p. [ISBN 978-2-356-87277-7]

> REY (Henri), *La Peur des banlieues*, Paris, Presses de Sciences Po, La Bibliothèque du Citoyen, 1996, 158 p. [ISBN 978-2-7246-0702-4]